

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 232 - VENDREDI 17 OCTOBRE 2014

PÂQUERETTE PAUMÉE

Un pied de nez au totem de Cambadélis et un PS-bashing par Valls? Franchement, je n'arrive plus à suivre ce qu'ils disent dans le poste ! ●

AGENDA MILITANT

→ 18 octobre

Dole [Les Malassis, peintres toxiques](#)

→ 20 octobre

Paris [Les soulèvements démocratiques à l'épreuve du Da'ech](#)

→ 25 octobre

Pont de Buis [Rencontres militantes finistériennes du Front de gauche](#)

→ 28 octobre

Amiens [Contre l'agro-industrie et la ferme des 1000 vaches](#)



→ 30 octobre

Paris [La mémoire traversée](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Débats

[Laïcité et construction de l'en commun.](#)

Patrice Leclerc

La bataille de toutes les contradictions

Un mois après le début des affrontements, l'issue de la bataille de Kobané est toujours incertaine. Le 16 octobre, des informations faisaient état de la reconquête de certains quartiers par les Unités de protection du peuple, la principale milice kurde syrienne. Cela, disait-on, grâce aux frappes de la coalition, principalement américaines. La bataille pour le contrôle de cette ville est décisive. En cas de victoire, le groupe État Islamique créerait une continuité territoriale du Nord de la Syrie jusqu'aux portes de Bagdad. Pour les Kurdes, il s'agit d'abord bien sûr d'éviter une catastrophe humanitaire, mais aussi de conserver un bastion dans la perspective inavouée, mais toujours présente, d'un Kurdistan réunissant les trois entités, irakienne, syrienne et turque. Et c'est ici que l'on voit surgir tous les paradoxes de la situation. Le gouvernement turc, qui a longtemps aidé les jihadistes au nom de la lutte contre le régime de Bachar al-Assad, est certes obligé de prendre acte du désastre engendré. Mais la perspective d'une victoire kurde l'effraie plus encore. C'est la raison pour laquelle il se refuse à venir en aide à la population de Kobané, allant même jusqu'à réprimer les manifestations de soutien aux Kurdes syriens qui ont lieu en Turquie. Le paradoxe est presque le même pour l'Arabie saoudite, amenée à participer à la coalition contre un groupe que Ryad a armé et financé.

Mais la principale contradiction est du côté américain. Les États-Unis sont à l'origine du chaos dans la région, après l'invasion de l'Irak, en 2003, et l'exclusion des Sunnites de toutes les administrations. Ils ont ensuite refusé d'aider les modérés syriens, favorisant ainsi les jihadistes, armés par les pays du Golfe. C'est la tragédie de tout le Moyen-Orient : là où il faudrait aider les modérés, et aujourd'hui les Kurdes, la seule puissance qui se propose est la plus illégitime de toutes. Celle qui a engendré le désastre. Celle qui soutient Israël dans son projet colonial. À un degré moindre, parce qu'elle a eu le mérite de ne pas s'associer à l'aventure de 2003, la France est marquée du même soupçon, en raison de son passé colonial et de ses intérêts dans la région. Devant cet imbroglio noué depuis des décennies par les grandes puissances, nous en sommes réduits à cette alternative insupportable : admettre ou non l'intervention de pompiers pyromanes pour sauver Kobané, avec le risque de renforcer demain l'idéologie jihadiste que l'on aura vaincue aujourd'hui.



● Denis Sieffert

Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Politis*.

Que faire face aux bérézinas annoncées de la gauche institutionnelle ?

Pour construire une stratégie d'émancipation, mieux vaut prendre la mesure de l'ampleur des chantiers à venir. Et se situer sur le temps long des cheminements idéologiques nécessaire à la production de résistances fortes et à l'élaboration d'un projet.

Martine Aubry continue, dit-elle, de souhaiter la réussite du quinquennat de François Hollande. Elle dit même qu'il serait encore temps de changer de politique ! En réalité, personne n'y croit, mais il faut faire semblant et prendre date, quand on est une éléphante du Parti socialiste. La prochaine période s'écrit inexorablement, tant les choix structurants ont déjà été faits par le gouvernement, avec le soutien de sa majorité parlementaire. Ce ne sont pas les absentions de quelques dizaines de députés qui changeront la donne : elles sont courageuses mais malheureusement dérisoires quand il faudrait des ruptures franches.

Un scénario catastrophe

Les prochaines étapes, donc, sont écrites, et elles permettent de s'autori-

ser à transformer le nom propre Bérézina en nom commun susceptible d'être mis au pluriel : bérézinas. Tout d'abord, un nouveau budget d'austérité tous azimuts : ponctionner encore et encore des ministères exsangues, réduire les dotations des collectivités territoriales, serrer toujours plus la vis à la Sécurité sociale... Les propos du Président de la République affirmant devant les autres pays de l'Union européenne qu'il n'y a pas d'austérité en France fonctionnent (mal) comme un déni. Tout comme le rejet du terme d'austérité par François de Rugy, co-président du groupe EELV à l'Assemblée nationale, lors de la présentation du budget 2015. Ce n'est pas parce que la politique mise en œuvre ici n'est pas celle qui prévaut en Grèce, au Portugal et en Espagne qu'elle n'est pas une politique d'austérité !

Cette politique est une politique d'austérité car elle vise essentiellement à baisser les moyens consacrés à l'action publique, en dehors de toute prise en compte des problèmes et des besoins sociaux, éducatifs et écologiques de la société. Ainsi, elle inverse la fin et les moyens : l'action publique devrait être pilotée en énonçant des ambitions et des objectifs (égalitaires, sanitaires, environnementaux...) avant de déterminer les priorités et d'en fixer les moyens, en incluant bien sûr les besoins de recettes supplémentaires. Aujourd'hui, à l'inverse, on gère pour satisfaire la contrainte comptable, et les objectifs viennent après. On pourra toujours parler ensuite d'évaluer les politiques publiques !

Peu importe pour le pouvoir que même l'Association des Départements de France, dominée par les élus ●●●

socialistes, condamne cette politique et s'apprête à faire subir au Premier ministre une nouvelle bronca, après celle qu'il a essuyée au congrès de l'Association des Régions de France, le 10 octobre... Au passage, il paraît que Manuel Valls s'est offusqué de ce que les applaudissements soient chiches lors de ce rendez-vous en principe fort aimable ; il est vrai qu'il eût mieux valu sortir le goudron et les plumes. Du 5 au 7 novembre, le congrès de l'ADF se déroulera après la parution d'un nouveau rapport de la Cour des comptes, qui s'attache à stigmatiser la hausse des dépenses des collectivités et celles de leur endettement comme une dérive irresponsable : il faut satisfaire aux exigences de l'Union européenne ! Les présidents des Départements, de droite et de gauche, rappelleront ces vérités : au fil des ans, le législateur, gauche et droite confondues, a donné de nouvelles compétences aux collectivités (par exemple en matière de soutien aux personnes âgées et aux personnes handicapées ; il a transféré des compétences majeures de l'État - telle la gestion du RSA ou celle des personnels des collèges - vers les Départements) ; d'autre part, les dépenses sociales sont étroitement corrélées à la hausse de la précarité et du chômage.

Pour faire passer la pilule de l'austérité, le médecin Valls utilise les ficelles

habituelles de la droite : haro, donc, sur les dépenses publiques, nécessairement synonymes de gabegies, et haro ces jours-ci, sur les chômeurs, confirmant l'intention gouvernementale de réduire leurs droits. D'autres boucs émissaires suivront, car dans le nouvel ordre idéologique, il en faut sans cesse, qui servent

Les prochains échecs électoraux du PS profilent non pas un rééquilibrage entre la gauche et la droite, mais la conquête d'une hégémonie institutionnelle de la droite, sur fond d'effondrement du Parti socialiste et en l'absence d'alternative.

à porter les responsabilités que n'assument plus jamais les "(ir)responsables politiques". À propos de boucs émissaires, on peut sans prendre de grands risques s'alarmer de ce que le gouvernement n'hésitera pas à mettre un coup de barre sur les thèmes sécuritaires, si cela peut lui servir : après les chômeurs

et les fonctionnements, haro sur les quartiers populaires, les Arabes, les musulmans, les Roms... la question est seulement : qui seront les prochains ? Car il n'y a plus de barrières à la trahison idéologique.

Nouvelles hécatombes électorales en vue

À côté de cette bérézina idéologique, il y aura les nouvelles bérézinas électorales, après celle des municipales de mars 2014 et la perte du Sénat en septembre. Dès mars 2015, une majorité des 53 départements dirigés par le PS est tout à fait susceptible de passer à droite.

Certains s'interrogent sur les effets de telles alternances dans la mesure où, pressurisés par la hausse des dépenses sociales obligatoires et les pertes de recettes de l'État, les Départements dirigés par des élus de gauche ont du mal à se singulariser. Cependant, évitons de tout jeter trop vite par dessus bord. Les Départements, et vraiment plus ceux de "gauche" que ceux de "droite", mènent de nombreuses expérimentations sociales, éducatives et culturelles, souvent ignorées ; ils pratiquent largement la gratuité ; ils sont des soutiens indispensables à de très nombreuses associations, dans de nombreux champs ; et ils portent des investissements publics essentiels pour l'avenir des territoires. ●●●

●●● Neuf mois après les élections départementales, il s'écrit en ce moment que la majorité (si l'on peut dire !) perdra la plupart des Régions (dont l'emblématique Région Île-de-France, seul pôle ayant le poids des grandes métropoles européennes, dont l'UE veut favoriser la mise en compétition). Alors que le gouvernement souhaite conforter cet échelon territorial en renforçant ses domaines actuels de compétences et

en lui transférant la gestion des routes départementales et celles des collèges (et de leurs personnels techniques) - tout en construisant les métropoles qui leur feront de l'ombre -, les collectivités qui lui correspondent vont aussi tourner le dos au gouvernement et au PS. De fait, il n'y a rien dans la visibilité de ces collectivités qui puisse contrebalancer le rejet d'ensemble du non-projet non "socialiste".

Au total, il faut prendre la mesure de ces pertes, car elles profilent non pas un rééquilibrage entre la gauche et la droite, comme il y en a eu régulièrement depuis des décennies, mais la conquête d'une hégémonie institutionnelle de la droite, sur fond d'effondrement du Parti socialiste et en l'absence d'alternative.

Finissons le scénario catastrophe, que nous voudrions croire démontable : la montée de la candidate du FN et celle de ses relais locaux, et la droite en force pour les élections de 2017, surtout si elle réussit à désigner Alain Juppé, dont la surface de rassemblement est plus large que celle de Sarkozy. Notons d'ailleurs que, pour beaucoup, ce candidat qui rassure serait, à la différence de Sarkozy, un recours contre le Front national, capable d'incarner comme Chirac en 2002 la "mobilisation de la République".

La cour des comptes, soldat de l'Union européenne

Qui est responsable, non du déficit (comme l'écrivent de nombreux médias), mais de l'endettement des collectivités territoriales ? Rendu public le 14 octobre, le nouveau rapport de la Cour des comptes critique : en 2013, les administrations publiques locales « n'ont pas apporté la contribution attendue à la réduction des déficits publics. (...) Leurs dépenses de fonctionnement ont progressé plus vite que leurs recettes. (...) La baisse modeste (- 0,6 %) des concours financiers de l'État en 2013 n'a pas freiné l'évolution des dépenses, du déficit et de la dette du secteur public local ». Et de souligner pour l'avenir : « Le risque existe en effet que les collectivités choisissent plutôt d'augmenter le taux des impôts locaux ou d'obtenir de nouvelles ressources ». Pour endiguer le "fléau", et notamment l'augmentation de la masse salariale, « la Cour recommande l'adoption par le Parlement d'une loi de financement des collectivités territoriales comprenant notamment des objectifs d'évolution des recettes, des dépenses et du solde budgétaire des collectivités territoriales ».

Au total, ce rapport navigue entre deux eaux : d'un côté, il montre combien, en dépit de toutes les intentions et de tous les dispositifs contraignants destinés à corseter les collectivités territoriales, celles-ci résistent afin de mettre en oeuvre leurs politiques publiques ; d'autre part, il veut être une feuille de route pour renforcer l'austérité dans le secteur public local. L'amélioration de la prise en compte des besoins et l'évaluation de l'efficacité sociale des politiques attendront !

● D.L., M.K.

Une synthèse et le rapport sont ici : <http://www.ccomptes.fr/Actualites/A-la-une/Les-finances-publiques-locales2>

Vous avez demandé la gauche ? Ne quittez pas...

Dans ce paysage de désolation, que reste-t-il ? Du côté de la gauche de transformation sociale et écologique, la remise à flot du Front de gauche, engagée lors de la rencontre nationale le 6 septembre, devrait se poursuivre, à vitesse d'escargot. Une réunion est ainsi prévue le 7 décembre. En attendant, des collectifs et des assemblées locales continuent d'exister, et certains fronts thématiques continuent de se réunir. Et les composantes mènent leurs barques respectives.

Le Parti de gauche affirme sa nouvelle orientation : lancement du ●●●

●●● mouvement pour la VI^e République, qui a franchi, à l'heure où ces lignes sont écrites, 49 000 signatures ; sortie du nouveau livre de Jean-Luc Mélenchon, *L'ère du peuple*. L'ancien président du PG développe sa ligne dans *L'Humanité*¹ : la VI^e République (et non l'écosocialisme, précédemment porté aux nues) est pour lui « *la stratégie révolutionnaire de notre époque* », mais il considère à nouveau le Front de gauche comme « *un point d'appui de tout futur populaire dans ce pays*. » Avec une exigence : « *il faut que nous nous retrouvions d'abord sur une stratégie électorale*. »

De son côté, le Parti communiste est tarabudé par les difficultés liées à la préparation des élections départementales. Son problème est de ne pas être pris dans le tourbillon de rejet du PS (ou plutôt d'y être le moins possible), alors même qu'il est généralement membre des exécutifs des Départements à présidence socialiste. À l'occasion de ce scrutin, trois départements attireront particulièrement l'attention : le Val-de-Marne et l'Allier, dont il détient actuellement la présidence, et la Seine-Saint-Denis, dont il a perdu la présidence en 2008 au profit du PS, où désormais la droite menace de l'emporter, mais où le Front de gauche reste fort. Notons que le Conseil national du PCF vient de déclarer qu'il n'aura pas d'alliance avec les soutiens locaux du gouvernement et que le parti entend contribuer à « *créer*

une alternative de gauche crédible aux prochaines élections départementales pour dire non à l'austérité ».

Enfin, Ensemble ! tente de faire entendre la voix d'une vraie relance du Front de gauche et de sa transformation pour lui donner la force d'une dynamique citoyenne, tout en s'attachant à dynamiser les espaces de mobilisation susceptibles

Sauf à ne pas voir qu'une stratégie qui focaliserait toute l'énergie sur la mobilisation individuelle et sur des thèmes spécifiques et des situations locales ressemble à ce qui se fait sans succès depuis trente ans, ne faut-il pas interroger cette impuissance ?

de dépasser le clivage entre mouvement social et alternative politique : « *Il est temps d'en finir avec une séparation dépolitisante du "social" et du "politique". Les exigences sociales portent par elles-mêmes de gros enjeux politiques de société : il faut l'assumer. De leur côté, les forces politiques peuvent beaucoup apprendre des mouvements sociaux. Il est temps de converger et d'agir*

ensemble sans que personne ne soit à la remorque de quiconque. » Et de proposer « *pour construire les convergences entre forces politiques de gauche, écologistes, forces du mouvement social, de co-construire, nationalement et sur tout le territoire, des Assises contre l'austérité et pour la transformation sociale et écologique* ».

Et du côté syndical ? Après la molle journée de mobilisation interprofessionnelle du 16 octobre, les confédérations sont entièrement absorbées par l'échéance du 4 décembre prochain. Ce jour là, pour la première fois, auront lieu des scrutins qui concerneront les trois Fonctions publiques : la Fonction publique d'État, la Fonction publique territoriale et la Fonction publique hospitalière. Au total, plus de 5,2 millions d'agents sont appelés à élire leurs représentants aux Comités techniques (CT) et Commissions administratives paritaires (CAP) des trois Fonctions publiques ainsi que les Comités consultatifs nationaux (CCN). C'est là un enjeu majeur pour les directions syndicales, qui entendent ainsi mesurer leur audience et renforcer leur poids dans les instances représentatives... comme si par la magie électorale le dialogue social promis par le gouvernement pouvait être réellement relancé alors que toute la pratique du Premier ministre témoigne qu'il s'en moque.

De fait, les discours syndicaux diffusés à l'occasion de ces élections restent de

1. <http://www.humanite.fr/jean-luc-melenchon-la-strategie-revolutionnaire-du-xxie-siecle-554412>

●●● manière générale entièrement pris dans la gestion du capital de sympathie dont les organisations jouissent encore, dans la Fonction publique un peu plus qu'ailleurs. Tout se passe comme si les syndicats de salariés se considéraient comme non concernés par la crise de la représentation et de la démocratie, ou, si elles y portent intérêt, comme si elles étaient totalement démunies face à cette crise. Sans parler de réinvention de l'action syndicale, même les enjeux de convergences entre les syndicats portant des idées en rupture avec l'austérité ne sont pas pris en charge : pas d'alliance entre la CGT, la FSU et Solidaires à l'occasion de ce scrutin, qui aurait pu être le moment d'affirmer la force d'un syndicalisme de combat.

Enfin, si l'on voulait ici être complet, il faudrait évoquer d'une part l'état du tissu associatif, fortement fragilisé pour de nombreuses raisons, existentielles (liées notamment aux évolutions des modes d'engagement citoyen) ou conjoncturelles (liées par exemple aux baisses de financements publics) ; d'autre part les formes émergentes de mobilisation, qui en France restent jusqu'à présent très ponctuelles, timides, à l'inverse de celles qui ont existé en Espagne ou aux États-Unis par exemple.

Que faire dans ce paysage délétère ?

Si l'on met de côté l'envie d'aller à la pêche en attendant des jours meilleurs, et si l'on se situe donc dans l'idée de faire bouger les lignes, on peut essayer

Affirmer qu'un autre monde est possible et nécessaire, ce n'est pas faire une démonstration scientifique. C'est un puissant moyen de ne pas se laisser emprisonner par la conviction dépressive, qui donne raison aux adversaires de l'émancipation, qu'en définitive rien n'est possible.

d'identifier des possibilités existantes, des possibles à construire, en prenant garde aux impasses, pour les éviter.

Les possibilités concrètes ont d'abord pour nom **la critique de l'ordre existant** : il existe pour cela nombre de points d'appui intellectuels, des livres et des apports théoriques variés, qui refusent de se satisfaire de la société telle qu'elle va. Là se joue la formulation de cohérences nouvelles, à partir de l'expérience locale ou thématique aussi bien que dans le prolongement de réflexions déjà anciennes.

Les possibilités concrètes ont aussi pour nom la multitude **des expressions de résistances et de refus**, face à des situations inacceptables ou des projets scandaleux. Nous en avons l'exemple fort de la résistance contre les grands projets inutiles, dont la longue lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Dans ces dynamiques, il s'agit à la fois résolument de compter sur l'individu, sur les pratiques de chacun, et de converger, s'unir, décider ensemble pour se donner de la force.

Cependant, force est de constater que ces résistances - il y en a toujours eu - sont globalement impuissantes d'une part à régler ne serait-ce que les situations qu'elles concernent, d'autre part à ouvrir des brèches durables ou élargir les sujets qu'elles embrassent. Sauf

●●● à ne pas voir qu'une stratégie qui focaliserait toute l'énergie sur la mobilisation individuelle et sur des thèmes ressemble à ce qui se fait sans succès depuis trente ans, ne faut-il pas interroger cette impuissance ?

De la même manière, il existe **des expériences autogestionnaires**, qui ont le grand mérite de tenter, à des niveaux locaux ou face à des problématiques spécifiques, de mettre en place des alternatives. Mais il faut en voir aussi les limites : elles demeurent encore le plus souvent centrées sur elles-mêmes, tant il est vrai que, contraintes par un environnement largement marchandisé, elles ne peuvent être des solutions magiques.

Un parti pris à assumer

Les possibles ont pour nom **le parti pris d'affirmer qu'un autre monde est possible et nécessaire**. Il ne s'agit pas d'en faire une démonstration scientifique, ou d'en faire un axiome économique. Il s'agit de se placer volontairement et explicitement dans l'idée d'une autre option globale. C'est la position du chercheur en santé qui, face à une maladie aujourd'hui incurable, prend le parti d'affirmer qu'il en sera autrement demain. C'est un puissant moyen de ne pas se laisser emprisonner par la conviction dépressive, qui donne raison

aux adversaires de l'émancipation, qu'en définitive rien n'est possible.

À l'inverse, les impasses et les fausses bonnes idées consistent, par exemple, à

**Il ne sert à rien
de rivaliser
avec les technocrates
de l'ENA. Au cœur
du moteur alternatif,
il faut surtout
que de nouveaux
possibles se dessinent
à partir de l'affirmation
que nous avons
une autre idée des
rapports sociaux,
de l'action politique
et de l'action publique.**

penser qu'il existerait déjà une alternative parlementaire, et dans la société, pour un programme de changement : il n'en existe pas, et le quotidien de la vie parlementaire ne cesse d'en témoigner ; certes, les soubresauts provoqués par les parlementaires socialistes en colère sont positifs

parce qu'ils expriment des désaccords et manifestent la situation de crise actuelle, mais que changent-ils vraiment ?

Autre impasse : considérer que la formulation de propositions "crédibles", et tout particulièrement la déclinaison détaillée de réformes, doit être le cœur du moteur alternatif. En fait, il ne sert à rien de rivaliser avec les technocrates de l'ENA. Au cœur du moteur alternatif, pour transformer la société, il faut surtout que de nouveaux possibles se dessinent : ils ne seront pas ouverts par des réflexions et des propositions qui composent avec les prétendues contraintes actuelles, dont l'énoncé sert précisément à dire que rien d'autre que la politique menée n'est possible ; les possibles peuvent s'ouvrir par l'affirmation que nous avons une autre idée des rapports sociaux, que nous voyons autrement les finalités de l'action politique en général et de l'action publique en particulier. Au total, il importe désormais de se situer sur le temps relativement long, du combat des idées, du changement des représentations et des comportements, au lieu de prétendre à la magie de programmes auxquels plus personne ne croit. Cela sera utile pour affronter les urgences du temps présent.

● **David Loudan, Michèle Kiintz**

L'hôpital de Pontivy et la VI^e République

Jeudi dernier, les personnels de l'hôpital de Pontivy (Morbihan), des médecins, des infirmier-e-s, des personnels des services administratifs, enfin un panel large des métiers de l'hôpital, et puis plusieurs centaines de Pontivyen-ne-s manifestaient dans les rues de la ville.

Pourquoi ? "Il nous faut un chèque !" écourte *Le Télégramme*. "Comme d'autres, le centre hospitalier du Centre-Bretagne est en difficulté financière. Des départs ne seront pas remplacés" : c'est le titre, pas plus éloquent, de *Ouest France*.

Bien sûr, il est question d'argent, le Centre hospitalier du Centre-Bretagne est né de la concentration des hôpitaux de Pontivy, Loudéac et Plémet. Il a ouvert en 2012, et les comptes n'y sont pas : « 63 millions au départ à 120 millions au final », explique la maire PS de Pontivy, faisant état de son siège au sein du "Conseil de Surveillance" de l'établissement.

"Conseil de Surveillance", un de ces mots qui trompent sur la vraie nature du "bébé Bachelot-Sarkozy", la réforme dite "Hôpital Patients Santé Territoires", mise en place depuis 2009. Elle a brutalement centralisé les processus de décision en une chaîne de commandement hiérarchique allant du ministre au chef d'établissement en passant par ce super-préfet sanitaire qu'est le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS), allié au préfet de région.

Sous prétexte de rationalisation, ont été virés des processus de décision les élus locaux représentants des collectivités territoriales, les représentants du corps médical, des personnels hospitaliers, des usagers. Tous relégués dans les "Conseils de Surveillance". Les droits des relégués ? Royaux : droit de délibération,

de regard sur la coopération entre établissements et, grand luxe, droit d'opiner sur la politique d'amélioration de la qualité, de la gestion des risques et de la sécurité des soins. Les décisions se prennent ailleurs !

Un plan de financement novateur pour l'hôpital de Pontivy :



C'est à l'abri de toute "pollution démocratique" qu'a été prise la décision budgétaire de l'ARS d'imposer un contrat de retour à l'équilibre - 63 millions / 120 millions - sur trois ans, soit dans un premier temps 70 suppressions de postes, plus l'inévitable dégradation des conditions de travail des salariés, plus l'inévitable dégradation des conditions d'accueil et de soin des patients.

Surtout sans annoncer qu'elle abrogera la réforme Bachelot Sarkozy, la ministre Touraine péroré : Démocratie sanitaire !

Chiche et même démocratie tout court ! se sont dit les militants du Front de gauche de la ville en proposant



aux partenaires syndicaux, associatifs, avec ou sans carte, de donner naissance à un Collectif de défense de l'hôpital de Pontivy. Parce que la santé, c'est la

vie, elle est donc l'affaire de tous. Chaque humain est expert de sa vie, il est en cela qualifié pour défendre tout de suite l'hôpital public, lieu fondamental de vie. Patient, maintenant ou plus tard, chacun est citoyen donc expert à réinventer les procédures démocratiques qui garantiront la pérennité de l'hôpital public.

On verra bien si "ça" fabrique de la VI^e République...

● Catherine Destom-Bottin



Avec et au-delà de Foucault : quelle dissidence pour quels effets ?

Contre les récupérations-normalisation plus que jamais à l'œuvre trente ans après la mort de Michel Foucault, Alain Brossat tente plutôt de "mettre au travail" le texte foucauldien, sous la forme d'un compagnonnage de pensée, pour établir un diagnostic du présent. Dans ce numéro, notre échange concerne la lutte politique, le pouvoir, le communisme.

Gilles Alfonsi - À la lettre Y de votre *Abécédaire Foucault*, vous soulignez que la notion de "crise économique" est « une des plus grosses ficelles du gouvernement à la frustration (de la majorité populaire), un moyen permanent de réduire la voilure des espérances, de disqualifier la combativité sociale (...) ». Puis, vous semblez prendre une sorte de virage en parlant des crises sanitaires, soulignant que le gouvernement du vivant n'a rien d'uniforme et que, par exemple, toute annonce d'une crise sanitaire n'est pas forcément (je résume) un complot des dominants. Ainsi, le gouvernement des vivants est « composite » (pour notre part, nous ajouterions que l'État n'est pas homogène). Et voici l'enseignement, inattendu pour nous sous votre plume, que vous en tirez : « On peut donc, délibérément, opter pour une philosophie de la culture, un programme éthique, une axiologie, un mode de vie qui rejettent, dans son principe même, le programme biopolitique assigné, désormais, à tous les gouvernants. (...) Mais force est

bien de constater que les présupposés d'une telle dissidence ouverte avec les formes contemporaines du pastorat humain ne sont pas partagés par grand

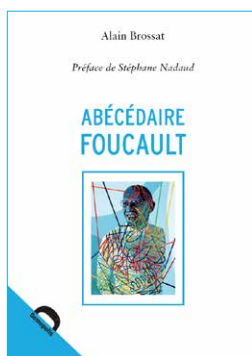
**Autant je pense
que nous devons
être catégoriques
et intransigeants lorsque
nous énonçons ce dont
nous ne voulons pas
ou plus, à aucun titre,
autant je pense
que nous devons être
circonspects et modestes
lorsque nous tirons
des plans sur la comète.**

monde, dans nos sociétés. » Vous semblez interroger la pertinence du choix de la dissidence : qu'en est-il ? Faut-il considérer que celle-ci est condamnée

à la marginalité et à l'impuissance, ou comment envisager qu'elle puisse peser sur l'ordre des choses ?

Alain Brossat - Vous mettez le doigt sur un point sensible et je vous accorde sans réserve que, sur cette question, je sens ma position vaciller ou plutôt je me trouve dans un état durable d'hésitation - mais autant celle-ci est un luxe que les politiciens d'État ne peuvent pas se permettre, autant elle s'associe étroitement dans le champ de la pensée à la réflexion. Ce qui me fait "hésiter", c'est que je sens bien ce qui chante faux dans des positions volontaristes comme celle d'Alain Badiou qui semble penser que la remise en selle du communisme s'apparente à une opération mathématique et qui pose ses vérités comme un souverain dit "je veux" ou un pape (d'ancienne facture) dit "je sais".

J'ai en tête ici la façon dont Badiou parle du communisme et ce que je veux dire est bien simple : autant je pense que ●●●



Alain Brossat,
Abécédaire Foucault
Éd. Demopolis
368 p., 25 €

●●● nous devons être catégoriques et intransigeants lorsque nous énonçons ce dont nous ne voulons pas ou plus, à aucun titre (lorsque nous nous prononçons sur “l’intolérable”, en jargon foucauldien), autant je pense que nous devons être circonspects et modestes lorsque nous tirons des plans sur la comète. Ceci pour la bonne raison que, bon gré mal gré, nous provenons d’une tradition qui, en matière d’ingénierie historique et sociale, a salopé le boulot au delà de toute imagination – et c’est de cela, précisément que Badiou se défait en permanence, avec sa critique opportuniste et superficielle, bref “distraite” du stalinisme. Ce n’est d’ailleurs sans doute pas pour rien que des gens comme lui ou comme le regretté Daniel Bensaid se sont, lorsqu’il en était encore temps, évité l’épreuve de vérité que constituait, dans les années 1970-80, le séjour dans les pays du “socialisme réel” et que ne suffisait pas à apaiser quelques références convenues au méfait de “la bureaucratie”. Le désastre qui s’y constatait était d’une autre ampleur, questionnant sans pitié nos propres prémisses.

Lorsque les plus balourds des libéraux nous opposent leur sempiternel “le marché + la démocratie, ça marche, votre usine à gaz de l’économie planifiée + la dictature, ça n’a jamais marché !”, ils mentent, bien sûr (nous savons à quel prix elle marche, leur affaire !), mais aussi énoncent en même temps une vérité irrécusable : du point de vue de la prise en charge de “la vie”, en tant que formes du gouvernement des vivants, les régimes socialistes ont été vraiment des pastoraux détestables – avec leur propension constante à faire crever, abandonner sur

le bord du chemin, nourrir à coups de bâtons la moitié ou davantage du troupeau humain. Avec leur acharnement perpétuel à rendre la vie insupportable à tous et chacun. Du coup, nous qui, à notre corps défendant, avons quelque chose à voir avec cette tradition, ne pouvons souffler sur les braises du communisme sans nous intéresser aux questions du pouvoir sur la vie et de la biopolitique.

**Le pont-aux-ânes
d’un nouvel âge
du communisme,
c’est moins,
à mon avis, les questions
de démocratie,
ou d’organisation
politique,
ou de démantèlement
des ensembles politiques
trop vastes, que celles
du gouvernement
du ou des vivants.**

Le pont-aux-ânes d’un nouvel âge du communisme, c’est moins, à mon avis, les questions de démocratie (directe, participative, “vraie”, vivante...) ou d’organisation politique (en finir avec les partis politiques, comme le réclamait Simone Weil ?) ou de démantèlement des ensembles politiques trop vastes (le fédéralisme, Proudhon contre ce marxisme devenu ironiquement la plus mortifère des philosophies de l’État), que celles du gouvernement du ou des vivants –

le point où, par excellence, le réel fait retour avec obstination dans la sphère enchantée de la spéculation (celle du communisme dont nous parle Badiou par excellence). C’est la raison pour laquelle je m’intéresse tant aux questions biopolitiques les plus triviales. C’est-à-dire, directement, à la question de la “vie vivable” et qui constitue le fondement implicite du contrat informulé mais incontournable entre gouvernants et gouvernés. Sur ce point (la relation entre communisme et biopolitique), pas un mot chez Badiou.

D’une façon générale, la gauche de la gauche de chez nous est assez indifférente à ces questions. Elle ne voit que l’arbre qui cache la forêt, c’est-à-dire l’incompétence de la ministre de la Santé et les manœuvres sordides de l’industrie pharmaceutique, quand émerge une crise sanitaire comme lors de la pandémie H1N1. Elle pense pouvoir tirer argument du fait que ce fut alors une fausse alerte pour réduire la question des rationalités biopolitiques face à des crises sanitaires ou autres à la dimension des petits et grands profits qu’en peuvent tirer les uns et les autres. Ebola ne lui inspire rien en particulier et le sida, comme pandémie, lui apparaît comme une vieille histoire... Il me semble pourtant que penser le rapport intime qui s’établit entre une pensée neuve du communisme et la prise en charge de “la vie” devrait être une tâche urgente pour cette gauche là.

Je suis en ce moment à Taïwan et j’y suis devenu sensible à la dimension sociale, relationnelle, éthique, du port du masque “chirurgical”. Je ne trouve rien de déplacé à ce qu’une personne ●●●

●●● grippée et qui emprunte les transports en commun, travaille dans un bureau, se rend dans un café, porte un tel masque ; je ne considère pas comme l'effet d'un délire immunitaire le fait que les personnes qui s'occupent des vieillards portent ce type de masque. Je me rappelle les ricanements qui ont accompagné en France, lors de l'épisode H1N1, les timides tentatives des pouvoirs publics pour inciter les gens à recourir à ce genre de précautions.

Cette insouciance me rappelle celle des fumeurs de naguère qui s'offusquaient de ce que l'on prétende les empêcher de se livrer à leur petit plaisir dans les lieux publics et, pour remonter un peu plus loin, elle me rappelle aussi la réaction scandalisée des étudiants en médecine viennois lorsque Semmelweis entreprit de les obliger à se laver les mains entre une dissection et l'examen clinique d'une parturiente... Les questions du vivant, de l'attention au vivant sont de plus en plus inscrites au cœur des relations inter-humaines et elles sont de plus en plus directement, explicitement des enjeux éthiques et politiques. Lorsque je vois dans le métro de Taipei ou dans mon cours une personne porteuse d'un tel masque, je n'ai pas le sentiment qu'elle est habitée par une phobie de la contagion, mais tout simplement qu'elle me prend en considération, pas seulement comme vivant, mais comme personne humaine. Ces petites choses, ces "presque rien" ne sont pas du tout sans rapport avec "le socialisme que nous voulons" (LOL), me semble-t-il...

● Entretien réalisé par Cerises

La première partie de cet entretien est ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4622>

La seconde partie est ici :

<http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4637>

Pour le débat

Surpris-e, stimulé-e... par cet entretien ?
Cerises se fera l'écho de vos réactions.
Adressez les à cerises@plateformecitoyenne.net

Les lucioles incarcérées



Jusqu'au 25 novembre 2014 se tient, dans l'enceinte de l'ancienne prison Sainte-Anne, à Avignon, une importante exposition d'art contemporain. À l'origine de ce projet, une interrogation de l'équipe de la Collection Lambert, un ancien hôtel particulier du XVIII^e siècle dédié à l'exposition des œuvres rassemblées depuis les années 60 par le collectionneur et galeriste Yvon Lambert : que faire, durant les travaux nécessaires à l'extension du lieu d'exposition, décidés à la suite de la donation des œuvres à l'État ? L'équipe du musée décide « de faire de cette période de fermeture imposée un moment crucial dans la vie de la Collection Lambert, un moment conjuguant art contemporain, mise en valeur du patrimoine et travail de mémoire. » Ainsi voit le jour "La disparition des lucioles", en cette prison désaffectée depuis dix ans construite, elle aussi, à la fin du siècle des Lumières.



Le cobaye, œuvre de Gloria Friedmann (terre et acier), 2004.
Photo G. Alfonsi

Les nombreuses œuvres investissent et dialoguent avec le lieu, l'ensemble expose beaucoup de misère et de solitude : « Pour que le dialogue attendu entre les œuvres et le bâtiment soit fort, producteur de sens, le parti pris a été de laisser en l'état la Prison Sainte-Anne. Exposée dans sa cellule, chaque œuvre deviendra ainsi luciole, élément poétique à la douce lumière résistante. » Au total, on regarde aussi bien les œuvres que leur environnement, ce lieu de supplices et de déshumanisation, un parmi d'autres que sont les prisons de la République.

● Gilles Alfonsi



Exposition "La disparition des lucioles", à la prison Saint-Anne, 55 rue de la Banasterie, Avignon (non loin du Palais des Papes). Pour en savoir + : <http://www.collectionlambert.fr/evenement/151/la-disparition-des-lucioles.html>

« À 18 ans, on n'est plus un enfant, et sans papiers, on n'est plus rien. »

Cette phrase aurait pu figurer dans *les Dialogues d'exilés* de Bertolt Brecht, dénonçant la réduction sous le III^e Reich de l'identité de l'être humain à son passeport. Elle est, en fait, extraite du film du réalisateur belge Roger Beeckmans *Une si longue histoire*, rencontre avec six jeunes demandeurs d'asile. S'il n'y a pas de retour de l'histoire, il y a des similitudes qui appellent à la résistance au système présent et à la construction d'une autre société. Plus sur www.comunistesunitaires.net rubrique "Rencontres".



● **Tout neuf**, ce numéro d'*Altercommunisme* qui restitue les échanges du séminaire Communisme sur l'intégration pleine et entière de l'écologie au combat pour l'émancipation. Dans les huit cahiers précédents, qui retracent les questionnements et propositions des participants depuis février 2013, ont été abordés les thèmes suivants :

- Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ? - Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ? - Où est le pouvoir ? Qu'est-ce que l'État ? - Angles morts et leçons du communisme - Combat anthropologique - Le travail - L'État, suite - Gratuité. La diversité des thèmes, des angles d'approche, en particulier dans les interventions inaugurant chaque séance, contribue à donner corps à la recherche du Commun, d'un communisme refondé, revivifié, un altercommunisme. Quatre autres cahiers (Dépérissement, démocratisation radicale ou dépassement de l'État ? - Peuple, nation, identités collectives, racisme - Dépasser le salariat ou le transformer ? - Comment transformer la société ?) compléteront les actes de cette première étape. Tous les numéros sont sur www.comunistesunitaires.net et sur www.cerisesenligne.fr/article/?id=3943

● « **Un projet politique qui donne envie** ». Dans un dossier publié par *Cerises* "Le Front de gauche et la tectonique des pauvres" (27/6/2014), Richard Dethyre, sociologue et militant associatif à l'APEIS, au côté des chômeurs et des précaires, regrettait « *parmi les forces militantes de la gauche alternative une distance sociologique (qui) s'est établie avec ce peuple* », avec « *ceux qui sont délaissés, méprisés, humiliés, oubliés* ». Or, plusieurs militants et fondateurs des mouvements de chômeurs et précaires - AC !, APEIS, entre autres - participent au Front de gauche et, en particulier à Ensemble !. Récemment, c'est Robert Crémieux, dirigeant historique du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) qui rejoint Ensemble !, dans le souci d'une synthèse entre mouvement politique et social, pour « *un projet politique qui donne envie* ». Il s'en explique sur son blog, sur *mediapart*. Si l'approche d'Ensemble ! comme d'un "parti" - ce que le mouvement n'est pas - pose question, on lira avec intérêt les explications de sa démarche données par Robert Crémieux sur son blog. Voir www.comunistesunitaires.net, rubrique "Action politique".



● **Alerte**. De son faubourg, la Canaille resurgit et nous prévient : « *Si vous êtes agressé-e par une cinquantenaire blonde, donnez-lui du "Madame la Ministre". Elle y tient !* »

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

